

INTERVIEW de Philippe FOUCRAS à Eric NUNES, le Monde.fr
(18/2/2005)

Eric NUNES : Le Formindep réclame une formation et une information indépendantes pour les professionnels de la santé et pour les patients. Le Fopim devait répondre à ses doléances... Installé en 2002, cet organisme n'a jamais atteint ses objectifs pour finalement être supprimé en 2005. Quels sont les raisons de cet échec ?

Philippe FOUCRAS : Je suis médecin généraliste, responsable et fondateur du *Formindep*, comme FORMation INDEPendente, collectif de patients et de soignants promouvant l'indépendance de la formation au service des seuls professionnels de santé et des patients.

La mission du Fopim, créé en mars 2002 était de "fournir aux professionnels de santé une information publique claire, précise et concise, validée scientifiquement, utilisable dans leur pratique quotidienne, sur le bon usage des médicaments."

Ci-dessous deux liens, dont un article du Monde, qui résumant de façon précise les circonstances de la mort du Fopim

http://www2.fulmedico.org/a/article.php?id_article=180#nb2

http://www2.fulmedico.org/a/article.php?id_article=182

La responsabilité du lobby de l'industrie pharmaceutique, Big Pharma, comme le dit John le Carré, est entière, associée à une absence de réelle politique de santé publique en France.

Il faut se mettre à la place de l'industrie pharmaceutique qui finance de près ou de loin près de 90 % de la formation des médecins, qui est présente d'une façon ou d'une autre à tous les niveaux de la formation universitaire, là où se mettent en place les habitudes de prescription des étudiants et des médecins en exercice, pour comprendre que pas un seul des adjectifs qualifiant l'information sur le médicament (publique, claire, précise, validée scientifiquement, bon usage, etc..) n'était acceptable par les firmes.

In fine l'évaluation des dépenses de l'industrie pour l'"information" des médecins (20000 euros par an et par médecin en France, soit plus de trois milliards d'euros) ne porte pas sur le "bon usage" du médicament et son utilisation rationnelle, mais sur le chiffre d'affaires annuel et les dividendes versés aux actionnaires.

La soi-disante information médicale des firmes est uniquement publicité et action marketing. Toute la communication des firmes consiste à faire croire à des médecins naïfs, "naturellement" déontologiques, que, comme il s'agit de produits "sérieux" comme les médicaments, proposés à la prescription de gens sérieux et responsables comme les médecins, par des "partenaires de santé" responsables et éthiques comme le sont les firmes, l'information diffusée ne peut être que sérieuse, qualitative et responsable.

Et ça marche !

L'irruption d'une structure comme le Fopim, si faible était elle (20 millions d'euros versus 3 milliards) était de ce fait inacceptable.

EN : Aujourd'hui médecins et patients disposent ils d'informations médicales indépendantes ?

PF : En France, seule une revue totalement indépendante (uniquement financée par ses abonnés) permet d'avoir accès à une information fiable et indépendante : la Revue Prescrire, qui a mis en place des processus de validation de l'information parmi les plus performants au monde.

Si quelques centaines de médecins en France n'ont JAMAIS prescrit de Vioxx, même depuis sa mise sur le marché en 2000, c'est grâce à la lecture approfondie de la Revue Prescrire. Ils ont pu ainsi avoir accès à une information objective disant que ce médicament n'apportait rien de nouveau par rapport aux produits équivalents existants, avec, dès le début des doutes sur des effets cardiovasculaires indésirables graves qui ont été confirmés par la suite.

L'accès à une information fiable et indépendante est donc possible en France, au prix certes d'un effort financier et intellectuel certain. On est loin de la démarche des firmes d'offrir flatteries, avantages, voyages et cadeaux variés, pour libérer de l'espace de cerveau disponible des médecins, afin qu'ils prescrivent toujours plus de soi-disant innovations toujours commerciales, trop peu souvent thérapeutiques, mais toujours plus chères pour la collectivité.

Les organismes officiels français ne sont pas fiables comme le rappelle le dernier rapport du 15 février de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques sur l'AFSSAPS, non encore mis en ligne sur les sites parlementaires.

(<http://www.lefigaro.fr/sciences/20050217.FIG0368.html>) Rapport qui confirme les ambiguïtés et les dérives d'une structure financée en majorité par l'industrie et dont la quasi-totalité des experts émerge de façon plus ou moins importante à l'industrie.

L'ANAES non plus n'est pas à l'abri de conflits d'intérêts, remettant en cause son indépendance, quand elle donne par exemple sa caution scientifique à des pseudo-congrès médicaux ne servant que d'action de rabattage des médecins pour l'industrie.

Aux USA, on est en train d'assister à un réel coup de balai des structures d'information sur le médicament, que ce soit la FDA ou à travers la dernière déclaration de l'ACPE (Accreditation Council for Pharmacy Education) suite aux dérives constatées.

<http://www.ashp.org/news/ShowArticle.cfm?cfid=14259247&CFToken=21465787&id=9755>

En Grande-Bretagne, le NICE (National Institute for Clinical Excellence) est une agence gouvernementale permettant l'accès à une information indépendante.

L'accès à une information publique fiable et indépendante est donc possible.

La création récente en France de la Haute Autorité de Santé (HAS) prétend répondre à ces objectifs. Les conflits d'intérêts anciens ou actuels de certains de ses membres, cette "culture de la dépendance" dans laquelle tous ou presque ont baigné, qui fait que la collaboration avec les intérêts privés, industriels et commerciaux est naturelle et traditionnelle, font craindre au Formindep et à d'autres acteurs indépendants que ces objectifs restent des vœux pieux.

Le Formindep a récemment interpellé la HAS sur la récente "charte de la visite médicale" pour lui demander sa position sur cette nouvelle tentative scandaleuse de l'industrie, alliée à des organismes officiels, de faire croire aux médecins et à la société que la publicité pour le médicament pourrait être de l'information objective. Nous attendons avec intérêt sa réponse.

Pour se convaincre de l'hypocrisie de cette démarche il faut se demander si les représentants commerciaux des firmes toucheront leurs primes en fonction du respect de la charte ou en fonction du nombre de boîtes de médicaments prescrits sur leur secteur.

Quand on sait que cette "charte" est quasiment la seule démarche de "responsabilisation" demandée à l'industrie, dans le cadre de la réforme de l'assurance maladie, à comparer aux mesures de responsabilisation-culpabilisation imposées à la population et aux généralistes, professionnels de santé de proximité et principaux acteurs de l'indépendance professionnelle, on comprend vite au service de quels intérêts est faite cette réforme.

EN : Quid de la formation continue des médecins ?

PF : Elle est mal barrée. On assiste à un véritable recul programmé, là où dans d'autres pays - on l'a vu aux USA - on assiste à une véritable prise de conscience des déviances et des excès, en y apportant des réponses fortes.

Plus de 90 % de la formation des médecins en France est industrie-pharmaceutique dépendante. De plus en plus de firmes (comme GSK récemment) mettent sur pied des organismes de FMC, récupérant les compétences de certains médecins enseignants ou formateurs pour asseoir leur crédibilité. Encore récemment une société de consulting pour l'industrie était sollicitée pour savoir jusqu'à quelle proportion une firme pouvait financer une association de formation.

L'industrie fourbit ses armes avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle sait que les portes s'ouvrent de plus en plus grandes pour elles.

Les conseils nationaux de FMC, malgré des résistances individuelles, ne recommandent aucun critère fiable d'indépendance et de transparence pour les formations continues obligatoires à venir. (voir les textes sur le site du *Formindep*)

La nouvelle convention médicale qui donne corps à la réforme de l'assurance maladie, modifie habilement les compositions des commissions des organismes de formation professionnelle conventionnelle (FPC) qui était la seule structure de formation continue indépendante payée par des fonds publics, pour pouvoir permettre à l'industrie d'y prendre place.

La HAS, on l'a vu, laisse peu d'espoirs aux observateurs attentifs et informés sur ses réelles volontés d'information indépendante.

La question qui se pose est : quelle résistance de la part des professionnels indépendants pour permettre une formation indépendante dans le seul intérêt des patients ?

Le *Formindep* propose depuis peu sur son site, à l'intention des médecins, une grille d'évaluation de l'indépendance des formations afin que les médecins qui le souhaitent puissent y voir clair dans leurs choix de formations. La Revue Prescrire, la SFTG, certains organismes de formation continue, constituent des bastions solides de l'indépendance et de qualité, mais qui vont sans doute être de plus en plus attaqués. Le *Formindep* serait heureux de la création d'une sorte de fédération des organismes indépendants pour mieux résister et préserver ces trop rares espaces de qualité.

Le salut viendra des patients et de la société. A l'heure où, pour la première fois, les assurés sociaux sont appelés à formaliser de façon officielle le choix d'un "médecin traitant", le *Formindep* appelle les patients à intégrer, au moment de leur décision, le critère de l'indépendance de la formation de leur médecin traitant.

On peut craindre que les affaires récentes des coxibs, après celles de certaines statines et antidépresseurs, non seulement ne servent pas de leçons ou d'avertissements, mais qu'elles ne soient, dans le paysage médico-politico-industriel que l'on nous façonne, que les prémises de nombreux autres dérapages dramatiques qui se feront aux détriments des patients, des professionnels, et de l'avenir de l'assurance maladie solidaire.

Il est urgent, soignants indépendants et patients, d'entrer en résistance.

--

Docteur Philippe FOUCRAS
p.foucras@formindep.org

Retrouvez les nouvelles du *Formindep* et de son appel sur :
<http://formindep.org>